CONVENTION CONSTITUTIVE
DU GROUPEMENT D’INTERET PUBLIC
« ANJOU TOURISME »

Considérant le Code général des collectivités territoriales,
Considérant le Code du tourisme (art. L.132-1 et Ss),
Considérant la délibération du Conseil départemental de Maine-et-Loire en date du 24 juin 2019,
Considérant la délibération de la communauté urbaine Angers Loire métropole en date du 9 septembre 2019,
Considérant la délibération de la communauté d’agglomération Mauges Communauté en date du 18 septembre 2019,
Considérant la délibération de la communauté d’agglomération Choletais en date du 16 septembre 2019,
Considérant la délibération de la communauté d’agglomération Saumur Val de Loire en date du 26 septembre 2019,
Considérant la délibération de la communauté de communes Loire Layon Aubance en date du 13 juin 2019,
Considérant la délibération de la communauté de communes Vallées du Haut Anjou en date du 27 juin 2019,
Considérant la délibération de la communauté de communes Baugeois Vallée en date du 6 juin 2019,
Considérant la délibération de la communauté de communes Anjou Bleu Communauté en date du 25 juin 2019,
Considérant la délibération de la communauté de communes Anjou Loir et Sarthe en date du 4 juillet 2019,

Il est constitué un groupement d’intérêt public régi par :
- La Loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d’amélioration de la qualité du droit,
- Le Décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux GIP,
- Le Décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation des divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique,
- Le Décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d’intérêt public,
- L’Arrêté du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux GIP,

- La présente convention.

**Préambule**

En application des dispositions du Code général des collectivités territoriales, les collectivités participent au titre de leurs compétences et, par l’intermédiaire de structures dédiées, à la politique du tourisme.

Le conseil départemental crée un comité départemental du tourisme auquel il peut confier tout ou partie de la mise en œuvre de la politique du tourisme (articles L132-2 et L132-4 du code du tourisme). Le comité départemental du tourisme contribue notamment à assurer l’élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressés à l’échelon départemental et intercommunal.

Pour répondre au besoin de développement de l’attractivité du territoire départemental et des collectivités territoriales, il est nécessaire de renforcer et développer les outils contribuant au développement du tourisme et à sa promotion.

C’est dans ce contexte que le département de Maine-et-Loire, le Conseil régional des Pays de Loire, les établissements de coopération intercommunaux de Maine-et-Loire, ont décidé la mise en synergie des compétences et des moyens afin d’exercer au mieux leur mission de service public tout en contribuant au développement de l’attractivité des territoires.

Il a été convenu de créer un groupement d’intérêt public, personne morale de droit public dotée de l’autonomie administrative et financière et permettant d’exercer des activités d’intérêt général à but non lucratif.

La présente convention constitue le texte fondateur du groupement d’intérêt public.
TITRE I - CONSTITUTION

Article 1 : Dénomination
La dénomination du groupement est : « Anjou Tourisme ».
Il est dénommé dans la présente convention comme étant « le GIP » ou « le groupement ».

Article 2 : Objet et territoire d’exercice

2.1 : Objet du GIP
Outre l’animation et le suivi de la mise en œuvre du schéma de développement touristique prévues à l’article L.132-2 du Code du tourisme, le GIP a pour mission de contribuer à la stratégie de développement de l’Anjou avec les acteurs socio-économiques locaux.

A ce titre, le GIP s’attache à traduire tous les différents potentiels de l’Anjou en une offre touristique organisée, apporte un appui aux différents acteurs culturels, économico-touristiques et co-anime des programmes collectifs d’échanges.

Les activités du GIP devront contribuer à l’attractivité du territoire selon 4 axes:
- un axe « promotion », organisant des actions ciblées sur la clientèle touristique potentielle et poursuivant pour objectif de renforcer la valorisation touristique du patrimoine de l’Anjou et de sa culture ;
- un axe « environnement », qui rassemble les actions de développement d’un tourisme durable respectueux de l’environnement ;
- un axe « innovation et numérique » pour impulser l’esprit d’innovation, et réussir la transition numérique des acteurs touristiques.

2.2 : Zone géographique d’exercice de l’activité du GIP
Le GIP exercera son activité sur le territoire de Maine-et-Loire

Article 3 : Siège
Le siège social du GIP est fixé à Angers, 48 B boulevard du Maréchal Foch, 49000 Angers.
Il pourra être transféré en tout autre lieu du territoire des membres du GIP par décision du conseil d’administration confirmée par l’assemblée générale.
Seul, un changement de la commune-siège du GIP donnera lieu à un avenant à la convention publié dans les mêmes conditions que la présente convention.
Article 4 : Durée

Le GIP est constitué pour une durée indéterminée, sauf dissolution anticipée.

Le GIP jouit de la personnalité morale à compter de la publication de la décision d'approbation de la convention constitutive du groupement par le préfet de département.

Article 5 : Membres

Afin de respecter le composition d'un comité départemental du tourisme prévu à l'article L132-3 du code du tourisme, les membres du GIP regroupés en collèges, sont :

Les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale ayant la compétence « tourisme », les opérateurs de sites à vocation touristique (sites « châteaux », sites « parcs », sites « musées et autres sites » ouvert à la visite, les comités départementaux et assimilés (comités sportifs, et autres), les opérateurs touristiques territoriaux, les opérateurs socio-économiques (chambres consulaires, syndicats socio-professionnels, associations de valorisation thématique etc..).

L’annexe C à la présente convention liste les membres du GIP à la date de constitution. Pour chaque membre est listé le nom, la raison sociale ou dénomination, la forme juridique, le siège social ou le domicile.

Parmi les membres du GIP, il est distingué les membres fondateurs du groupement qui sont :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Le conseil départemental de Maine et Loire</th>
<th>Collectivité territoriale</th>
<th>Hôtel du département – Place Michel Debré CS 94104 49941 Angers Cedex 9</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>La communauté urbaine Angers Loire métropole</td>
<td>EPCI</td>
<td>83-86 rue du Mail – BP 80011 49 020 Angers Cedex 02</td>
</tr>
<tr>
<td>La communauté d’agglomération Mauges Communauté</td>
<td>EPCI</td>
<td>Rue Robert Schuman-La Loge - Beaupréau 49 600 Beaupréau-en-Mauges</td>
</tr>
<tr>
<td>La communauté d’agglomération du Choletais</td>
<td>EPCI</td>
<td>Rue Saint Bonaventure B.P. 62111 - 49321 Cholet Cedex</td>
</tr>
<tr>
<td>La communauté d’agglomération Saumur Val de Loire</td>
<td>EPCI</td>
<td>11 rue du Maréchal Leclerc CS54030 - 49408 Saumur Cedex</td>
</tr>
<tr>
<td>La communauté de communes Loire Layon Aubance</td>
<td>EPCI</td>
<td>1 rue Adrien Meslier - CS 80083 49 170 St Georges Sur Loire cedex</td>
</tr>
<tr>
<td>La communauté de communes Vallées du Haut Anjou</td>
<td>EPCI</td>
<td>Place Charles de Gaulle 49 220 Le Lion d'Angers</td>
</tr>
<tr>
<td>La communauté de communes Baugeois Vallée</td>
<td>EPCI</td>
<td>15, avenue Legoulz de la Boulai – Baugé 49150 Baugé-en-Anjou</td>
</tr>
<tr>
<td>La communauté de communes Anjou Bleu Communauté</td>
<td>EPCI</td>
<td>Place du Port – BP 50 148 – Segré 49 501 Segré en Anjou Bleu Cedex</td>
</tr>
<tr>
<td>La communauté de communes Anjou Loir et Sarthe</td>
<td>EPCI</td>
<td>103 rue Charles Darwin - 49 125 Tiercé</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Article 6 : Adhésion, Exclusion, Retrait

6.1 : Adhésion

Au cours de son existence, le groupement peut accepter de nouveaux membres, par décision de l'assemblée générale.

La demande d'adhésion au groupement est formulée par écrit au Président du conseil d'administration et est accompagnée des documents nécessaires à l'instruction de cette demande.

L'adhésion ne prend effet qu'au 1er janvier de l'année suivante.

6.2 : Exclusion

L'exclusion d'un membre peut être prononcée sur proposition du conseil d'administration par l'assemblée générale, en cas d'inexécution de ses obligations ou pour faute grave notamment non-paiement de ses contributions ou non-respect de la convention et des obligations qui en découlent. Un représentant du membre concerné est entendu au préalable par le conseil d'administration.

Les modalités, notamment financières, de cette exclusion doivent avoir reçu l'accord du conseil d'administration.

6.3 : Retrait

En cours d'exécution de la convention, tout membre peut se retirer du groupement pour motif légitime [à l'expiration d'un exercice budgétaire], sous réserve qu'il ait notifié par courrier en accusé de réception, au Président du GIP, sa volonté de se retirer du GIP trois mois avant la fin de l'exercice, et qu'il se soit acquitté de ses obligations financières et autres vis à vis du GIP pour l'exercice en cours et les précédents.

Les autres modalités, notamment financières, de ce retrait sont réglées par le conseil d'administration et doivent obtenir l'accord de l'assemblée générale.

Article 7 : Attribution et cession des droits statutaires

7.1 : Attribution de droits statutaires

Chaque membre dispose d'une voix excepté le conseil départemental qui dispose de deux voix par membre.

Sous réserve du respect de l'article 103 de la loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le GIP peut, au cours de son existence, admettre de nouveaux membres statutaires qui bénéficieront de droits statutaires.

7.2 : Cession de droits statutaires

Toute cession de droits statutaires nécessite l'accord du conseil d'administration.
Les personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé, chargées d’une mission de service public, doivent détenir ensemble plus de la moitié des voix dans les organes délibérants.

En conséquence, préalablement à toute admission/retrait/exclusion, le conseil d’administration doit s’assurer que cette condition est respectée. Dans l’hypothèse où une décision entraînerait la violation de cette disposition, toutes mesures devront être prises préalablement afin de maintenir cette majorité au profit des personnes morales de droit public et les personnes morales de droit privé chargées d’une mission de service public.

La cession de droits statutaires n’est effective qu’à compter de la publication de l’arrêté portant approbation de l’avenant à la présente convention constitutive qui en prend acte et ne prend effet qu’au 1er janvier de l’année suivante. Le nouveau membre est ainsi réputé accepter la situation financière du GIP à compter du 1er janvier de l’année civile de son entrée dans le GIP.

**Article 8 : Droit et obligations des membres**

Les membres s’engagent à participer activement à la réalisation des objets du GIP.

Chaque membre s’engage à adopter un comportement loyal et sincère propre à assurer la bonne réalisation par le GIP de ses objets.

Ils s’engagent à respecter les dispositions de la présente convention constitutive et toutes décisions applicables aux membres du GIP qui peuvent leurs être opposés.

Ils sont tenus par les obligations imposées par la présente convention et les règlements qui seront adoptés ultérieurement à la présente convention.

Sauf convention particulière, les membres ne sont pas tenus envers les tiers des engagements du groupement.

Dans leur rapport entre eux, les membres sont tenus des obligations du groupement à proportion de leurs droits statutaires.

La contribution des membres fondateurs aux dettes du groupement est déterminée à raison de leurs contributions statutaires aux charges du groupement. Le nouveau membre n’est tenu que des dettes échues à compter de son admission, au prorata de sa contribution aux charges du groupement.

En cas de retrait ou d’exclusion, et sauf décision contraire de l’assemblée générale, prise à la majorité simple, moins le membre concerné, un membre est responsable des dettes du groupement, échues à la date à du retrait ou de l’exclusion, à raison de ses contributions statutaires aux charges.

**TITRE II - DISPOSITION ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

**Article 9 : Capital**

Le groupement d'intérêt public est constitué sans capital.

Les droits de ses membres ne peuvent pas être représentés par des titres négociables.
**Article 10 : Ressources**

Les recettes du GIP peuvent être constituées par :
- des contributions de ses membres ;
- des subventions ;
- des produits des biens propres ou mis à disposition,
- la rémunération des prestations rendus aux tiers et les produits de la propriété intellectuelle ;
- des emprunts et autres ressources d'origine contractuelle ;
- des dons et legs.

**Article 11 : Contributions des membres**

Chaque membre du GIP contribue aux charges de ce dernier.

Les contributions statutaires peuvent être :
- des contributions financières ;
Et/ou
- des contributions non-financières sous la forme de mise à disposition sans contrepartie financière de personnels, de locaux ou d'équipements.
Et/ou
- des prestations de services rendues sans contrepartie financière.

Les subventions de fonctionnement ou d'investissement qu'un membre peut verser, notamment au titre des politiques publiques dont il a la charge, au groupement ne sont pas regardées comme des contributions statutaires.

Le montant de la participation financière (et/ou en nature) des membres aux dépenses du GIP est proposé chaque année par le conseil d'administration et soumis à l'approbation de l'assemblée générale lors du vote du budget.

**Article 12 : Contributions financières des membres fondateurs aux dépenses du GIP**

Seuls les membres fondateurs effectuent une contribution financière.

Elles constituent pour lesdits membres des dépenses obligatoires, sous peine d'exclusion selon la procédure prévue à l'article 6 de la présente convention.

La répartition des contributions financières aux charges du GIP, telles qu'évaluées l'année de constitution du GIP hors événements exceptionnels, est fixée selon une clé de répartition déterminée comme suit :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Membres fondateurs</th>
<th>Répartition de la contribution financière</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Conseil départemental</td>
<td>99 %</td>
</tr>
<tr>
<td>9 EPCI cités à l'article 5</td>
<td>1 %</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL</td>
<td>100 %</td>
</tr>
</tbody>
</table>
Les contributions financières des membres fondateurs aux dépenses du GIP sont versées en fonction des appels à contribution effectuées par le conseil d’administration.

La clé de répartition des contributions financières des membres aux dépenses du GIP pourra varier en fonction de l’évolution des droits statutaires et notamment l’admission d’un nouveau membre fondateur.

**Article 13 : Contributions en nature des membres**

Les membres statutaires du GIP mettent à sa disposition, sans contrepartie financière, au titre des contributions au groupement, des locaux, du matériel, du personnel, ou peuvent fournir des prestations de services.

Ces mises à disposition se traduisent par la conclusion de conventions entre le GIP et les membres concernés.

La contribution du Conseil régional pourra faire l’objet d’une convention-cadre ou de projet notamment avec Solutions&Co pour des projets à dimension régionale et un renforcement des partenariats pour l’animation, la communication et la promotion touristique.

Les contributions non-financières, apportées par un membre, font l’objet d’une appréciation de la valeur qui est établie, pour chaque exercice budgétaire, d’un commun accord, par le directeur du GIP et le membre concerné et validée par le conseil d’administration après avis du comptable du GIP.

En annexe A est indiqué les contributions non financières des membres non fondateurs.

**Article 14 : Propriété des biens**

Les équipements de toute nature (Logiciels, matériels, ...) mis à la disposition du GIP par un membre restent la propriété de celui-ci. En cas de dissolution du GIP, ils sont remis à sa disposition.

Les conditions dans lesquelles ces biens sont utilisés, entretenus, réparés et renouvelés seront précisés par convention entre le GIP et le membre concerné.

Les équipements achetés et les éléments de toute nature développés en commun appartiennent au GIP. En cas de dissolution du groupement, ils sont dévolus conformément aux droits statutaires des membres fondateurs.

**Article 15 : Budget**

Le budget, présenté par le directeur du GIP, est approuvé chaque année, par le conseil d’administration.

Des décisions modificatives du budget, présentées par le directeur, peuvent être adoptées en cours d’exercice par le conseil d’administration.

L’exercice budgétaire commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de l’année civile.
Le budget inclut l'ensemble des opérations de recettes et de dépenses prévues pour l'exercice. En dépense, il fixe le montant des crédits destinés à la réalisation des objectifs du groupement en distinguant les dépenses de fonctionnement des dépenses d'investissement.

Un règlement financier, est adopté par le conseil d'administration. Il précise, dans le respect de la réglementation budgétaire applicable, les règles relatives à la préparation, à l'adoption et à la présentation du budget initial et des budgets rectificatifs. Il précise également les modalités de contrôle par les membres contributeurs.

**Article 16 : Comptabilité gestion**

La comptabilité du groupement est tenue et sa gestion effectuée selon les règles du droit public et en particulier les dispositions du titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique exceptions faite des dérogations accordées relatives aux règles de présentation du budget et aux règles de comptabilité qui ne s'appliquent pas au GIP.

Le placement des fonds libres comme celui des fonds affectés est étudié avec le comptable public dans l'intérêt du GIP.

Un agent comptable public est nommé par arrêté du ministre chargé du budget qui détermine la quotité de travail afférente à la gestion comptable du GIP.

**Article 17 : Les excédents/déficits**

Le groupement ne donnant lieu ni à la réalisation ni au partage de bénéfices, l'excédent éventuel des recettes d'un exercice sur les charges correspondantes est reporté sur l'exercice suivant.

Au cas où les charges dépassent les recettes de l'exercice, le conseil d'administration, après avis du comptable public, statue sur les moyens à mettre en œuvre.

**Article 18 : Exercice social**

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Article 19 : Tenue des comptes**

Le GIP peut créer une régie d'avances et de recettes dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 20 : Marché**

Le GIP est un pouvoir adjudicateur au sens de l'article L.1211-1 du Code de la commande publique ;

Les règles applicables aux marchés passés par le GIP sont celles du Code de la commande publique. Toutefois, comme le permet l'article L.2191-1 dudit code, le GIP n'applique pas les règles du chapitre 1er du titre IX du livre 1er de la deuxième partie relative à l'exécution financière des marchés publics.
Article 21 : Contrôles

Le groupement est soumis au contrôle de la Cour des comptes, dans les conditions prévues par le code des juridictions financières.

Le groupement mettra en œuvre les diligences nécessaires au contrôle budgétaire demandé par un membre fondateur.

TITRE III - PERSONNEL DU GROUPEMENT

Article 22 : Le personnel

Article 22.1 : Le personnel

Les personnels du groupement sont constitués :

1° Des personnels mis à disposition par ses membres

2° Le cas échéant, des agents relevant d’une personne morale de droit public mentionnée à l’article 2 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, non membre du groupement, et qui sont placés dans une position conforme à leur statut ;

3° Des personnels propres recrutés directement par le groupement, à titre complémentaire, qui seront non titulaires de droit public.

Le groupement peut procéder, dans la limite de ses crédits disponibles et du plafond des emplois votés par le conseil d’administration, à des recrutements.

Les modalités de rémunération des personnels, y compris le régime indemnitaire, sont fixées par le conseil d’administration sur proposition du directeur.

Article 22.2 : Mise à disposition de personnel par les membres du groupement

Les agents mis à disposition sont placés sous l’autorité fonctionnelle du directeur du GIP.

Les agents mis à disposition doivent travailler pour le GIP, ceux-ci n’ayant pas vocation à travailler directement pour ses membres.

La mise à disposition donne lieu à une convention tripartite entre le GIP, l’agent qu’elle concerne et la structure d’origine.

Article 22.3 : Personnel propre

A sa constitution, le GIP dispose des personnels antérieurement présents de l’association « Anjou Tourisme ».
Ce n’est qu’à titre complémentaire, lorsque la fonction requiert des qualifications spécialisées nécessaires à la réalisation d’une mission permanente du GIP ou pour remplacer un agent temporairement absent et après avoir mis en œuvre une procédure de publication de vacance, que le GIP peut recruter du personnel en propre en CDD ou CDI de droit public.

**Article 23 : Formation**

Le conseil d'administration du GIP prévoit l'adoption d'un plan de formation pour l'ensemble des personnels du groupement.

En cas de besoin de formation non couvert, il peut être recouru aux plans de formation des membres statutaires du groupement.

Le cas échéant, le conseil d'administration peut décider la mise en place d'un partenariat avec l'un des membres du GIP afin qu'il propose des actions de formation communes à ses agents et aux agents des autres membres, ainsi qu'à tous les personnels du groupement. Le plan de formation fait l'objet d'une convention conclue entre le groupement et l'ensemble de ses membres.

Le plan de formation peut également être mis en place dans des structures qui dépendent de l'un des membres du groupement et qui, sur le fondement de la convention, sont mises à disposition de tous les agents du groupement, quelle que soit leur provenance.

**Article 24 : Instances représentatives**

Par décision du conseil d'administration, un comité technique est créé conformément aux dispositions du décret n° 2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;

Le comité technique assume les compétences dévolues par la réglementation en vigueur ainsi que celles du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail.

Par décision du conseil d'administration, il est créé auprès du directeur du GIP une commission consultative paritaire compétente pour les agents régis par les dispositions mentionnées au II de l’article 1er du présent décret, dans les conditions prévues par l’article 1-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé.

**TITRE IV - ORGANISATION ET ADMINISTRATION**

**Article 25 : Assemblée générale**

**Article 25.1 : Composition**

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du groupement.
Article 25.2 : Pouvoirs
L'assemblée générale prend les décisions d'ordre général, sous réserve qu'elles ne relèvent pas du champ de compétences du conseil d'administration ou d'une autre instance du GIP.

Les missions et attributions de l'assemblée générale sont les suivantes :

- la modification de la convention constitutive ;
- l'admission ou l'exclusion d'un membre ;
- la transformation du groupement en une autre structure ;
- la dissolution anticipée du groupement ;
- le programme annuel d'activités, conformément à la mission du GIP ;
- l'approbation des comptes ;
- la prise de participation dans d'autres entités juridiques.

Article 25.3 : Présidence de l'assemblée générale
La présidence de l'assemblée générale est assurée par le président du conseil d'administration ou en son absence par le vice-président.

En cas d'absence conjointe, la présidence de l'assemblée est assurée par un président de séance désigné par le conseil d'administration parmi les représentants du conseil départemental.

Article 25.4 : Convocations et réunions
L'assemblée générale se réunit au moins une fois par an. Elle peut également se réunir à la demande du quart au moins des membres du groupement ou à la demande d'un ou plusieurs membres détenant au moins un quart des voix.

L'assemblée générale est convoquée par le président du conseil d'administration ou en son absence par le vice-président, au moins quinze jours à l'avance. La convocation doit indiquer le lieu de la réunion et l'ordre du jour, qui est fixé par le conseil d'administration.

Chaque membre dispose d'une voix à l'assemblée générale excepté pour les membres désignés par le Conseil départemental qui disposent de deux voix.

En cas d'impossibilité d'être présent, le membre peut donner un pouvoir à un membre du conseil d'administration pour le représenter. Aucun membre du conseil d'administration ne peut disposer de plus de 2 pouvoirs en plus du sien.

Au début de chaque séance, un secrétaire de séance est choisi parmi les membres de l'assemblée générale. Il a pour rôle de vérifier le quorum, les pouvoirs et contresigner le procès-verbal de séance.

Un procès-verbal de réunion est rédigé par le groupement, signé par le président de séance et adressé aux membres dans un délai de deux mois après la réunion.
Article 25.5 : Délibérations

L’assemblée délibère sur les termes de sa compétence prévus dans la présente convention.

- Les décisions suivantes sont valablement prises par majorité simple (la moitié des voix plus une) des voix exprimées :
  - le programme annuel d'activités, conformément à la mission du GIP ;
  - l’approbation des comptes ;
  - la prise de participation dans d'autres entités juridiques
  - la cession de droits statuaires.

- Une majorité qualifiée des 2/3 des voix des membres présents ou représentés est exigée pour les décisions suivantes :
  - l’élection du président du GIP
  - la modification de la convention constitutive ;
  - l'admission ou l’exclusion d'un membre ;
  - la transformation du groupement en une autre structure ;
  - la dissolution anticipée du groupement.

Article 26 : Conseil d'administration

Article 26.1 : Rôle et fonctionnement

Le conseil d’administration règle par ses délibérations toutes les affaires du groupement, à l’exception des matières prévues à l’article 24.

A ce titre :

- lors de sa première réunion, il élit son président à la majorité qualifiée telle que défini à l’article 25 de la présente convention et les vice-présidents.
- il détermine l’organisation et les règles de fonctionnement du GIP et les liens avec le Conseil départemental ;
- il arrête le budget initial et les budgets rectificatifs ;
- il détermine les conditions générales d’emploi et de rémunération ;
- il arrête le compte financier et l’affectation des résultats de l’exercice ;
- il autorise la conclusion d’emprunts ;
- il donne son avis sur les conventions passées avec des tiers ;
- il accepte ou refuse les dons et legs ;

13
- il autorise les actions en justice, ainsi que la négociation et la conclusion de transactions ;
- il décide la constitution et le fonctionnement de groupe de travail thématique consultatif en tant que de besoin.

Le Conseil d’administration se réunit au moins 3 fois par an.

Y assiste de droit avec voix consultative:
- le directeur général du GIP
- l’agent comptable du GIP

Toute personne dont la présence est jugée utile par le président peut assister aux séances avec voix consultative.

Article 26.2 : Composition

Le Conseil d’administration est composé des représentants des membres de l’Assemblée générale par collège.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Collège</th>
<th>Nombre de voix</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Membres fondateurs :</td>
<td>21 voix</td>
</tr>
<tr>
<td>6 conseillers départementaux représentant 12 voix</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>1 représentant par EPCI soit 9 voix</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Opérateurs touristiques territoriaux</td>
<td>10 voix</td>
</tr>
<tr>
<td>Comités départementaux et assimilés</td>
<td>2 voix</td>
</tr>
<tr>
<td>Opérateurs de site</td>
<td>6 voix</td>
</tr>
<tr>
<td>Autres opérateurs socio-économiques</td>
<td>4 voix</td>
</tr>
<tr>
<td><strong>TOTAL</strong></td>
<td><strong>43 voix</strong></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Article 26.3 : Condition de convocation du Conseil

Le conseil d’administration est convoqué par son président au moins quinze jours à l’avance. La convocation doit indiquer le lieu de réunion et l’ordre du jour, fixé par le président en liaison avec le directeur.

Le président préside les séances. En son absence, le vice-président désigné le remplace.

La convocation du conseil d’administration est de droit si elle est demandée par au moins quatre des membres de ce conseil représentant la moitié des contributions financières, sur un ordre du jour déterminé. Ces derniers doivent respecter un délai de deux mois lorsqu’ils entendent introduire une nouvelle demande de réunion du conseil d’administration.

L’ordre du jour et le dossier de séance sont adressés aux membres du conseil au moins huit jours ouvrés à l’avance, ramenés à 48 heures en cas d’urgence.

Les décisions du conseil d’administration sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix, celle du Président de séance est prépondérante.
Article 26.4 : Conditions de délibération du conseil

Si la réunion ne peut pas se tenir (absence de quorum), les membres sont convoqués pour une nouvelle séance qui se tiendra, le cas échéant sans quorum dans un délai ne pouvant pas être supérieur à un mois.


Chaque membre peut se faire assister d'un expert au maximum. De même, le conseil peut entendre un ou plusieurs experts sur un point prévu de l'ordre du jour ; ils sont convoqués par le Président à son initiative ou à la demande du tiers des membres au moins.

Suppléants :

Chaque membre du conseil d'administration désigne un suppléant qui dispose des mêmes droits de vote que le titulaire.

Article 26.5 : Durée du mandat et exercice de la fonction

Les membres du conseil d'administration sont élus ou désignés pour trois ans, renouvelable une fois. S’il est présent au titre d’un mandat politique, le mandat du représentant de la collectivité prend fin avec la fin du mandat politique.

La fonction d'administrateur est exercée à titre gratuit et n'ouvre droit au versement d'aucune indemnité. Cependant, et à condition qu’ils ne soient pas pris en charge par la structure d’appartenance de l’administrateur, les frais de déplacement supportés par les administrateurs pour assister aux séances peuvent être pris en charge par le GIP, dans les conditions fixées par la réglementation en la matière.

Article 27: Président du conseil d'administration et Vice-présidents

Article 27.1 : Le président du conseil d'administration

Le président du conseil d'administration préside les débats du conseil d'administration. Il a voix prépondérante en cas de partage égal des voix ;

Il convoque le conseil d'administration, arrête son ordre du jour sur proposition du directeur, signe les procès-verbaux des séances du conseil d'administration et veille à ce qu’ils soient adressés sans délai aux membres du conseil d'administration ainsi qu’au comptable public.

Il s’assure de la mise en œuvre des délibérations, dont le directeur rend compte régulièrement ;

Il signe, conjointement avec le directeur général, le contrat d’objectifs et de performance avec le Conseil départemental.

La fonction de président est exercée dans les mêmes conditions que le fonction d’administrateur.

Article 27.2 : Les Vice-présidents

Afin de représenter le président du GIP sur l’ensemble des territoires, il est créé 4 Vice-présidents :
<table>
<thead>
<tr>
<th>Vice-président</th>
<th>Représentation du président sur le territoire</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>1</td>
<td>Communauté urbaine Angers Loire métropole</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Communauté de communes Loire Layon Aubance</td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Communauté d’agglomération Mauges Communauté</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Communauté d’agglomération du Choletais</td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Communauté d’agglomération Saumur Val de Loire</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Communauté de communes Baugeois Vallée</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe</td>
</tr>
<tr>
<td>1</td>
<td>Communauté de communes Vallées du Haut Anjou</td>
</tr>
<tr>
<td></td>
<td>Communauté de communes Anjou Bleu Communauté</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Pour chaque territoire, la désignation du Vice-président est effectuée par tirage au sort.

La durée du mandat suit celle d’administrateur sauf demande expresse au Président d’y mettre fin. Dans ce cas, le Président propose à un autre membre du territoire considéré de prendre la vice-présidence.

Le président pourra après accord du Conseil d’administration confier d’autres missions à un ou plusieurs vice-présidents.

Le président pourra après accord du Conseil d’administration désigner un vice-président autre qu’un « représentant territorial » chargé de fonctions spécifiques.

La fonction de Vice-président est exercée dans les mêmes conditions que le fonction d’administrateur.

**Article 28 : Directeur général du groupement**

Le directeur général du GIP est nommé par le conseil d’administration, à la majorité simple, pour une durée de 3 ans renouvelable au maximum 2 fois.

S’il n’est pas mis à disposition par un des membres du GIP, ses modalités de rémunération incluant le régime indemnitaire, sont arrêtées par le conseil d’administration, sur proposition de son président.

Le directeur général ne peut pas assurer la fonction de président du conseil d’administration.

Le directeur général, placé sous l’autorité du conseil d’administration, assure le fonctionnement du groupement dans les conditions fixées par celui-ci.

À cet effet, il :

- structure l'activité et le fonctionnement du GIP et a autorité sur les personnels du groupement ;
- président les instances paritaires ;
- est ordonnateur des recettes et des dépenses du groupement ;
- conclut les conventions et marchés se rapportant aux missions de l’établissement dans les limites fixées par le conseil d’administration ;
- veille aux équilibres budgétaires et financiers du groupement ;
- propose au conseil d’administration les modalités de rémunération des personnels ;
- signe tous les contrats de travail et toutes les conventions ;
- signe les transactions après autorisation du Conseil d’administration ;
- représente le GIP en justice et dans les actes de la vie civile ;
- une fois par an, il soumet au conseil d'administration un rapport d'activité du groupement.

En fonction des choix stratégiques,
- il met en œuvre les décisions du conseil d'administration et de l'assemblée générale en sa qualité de responsable exécutif du GIP ;
- il élabore le projet de budget nécessaire à leur mise en œuvre ;
- il rend compte au président du CA et aux organes délibérants de l'activité du GIP, notamment à partir d'indicateurs prédéterminés.

-Dans les rapports avec les tiers, le directeur du groupement engage le groupement par tout acte entrant dans son objet.

-Il prépare les délibérations du conseil d’administration et en assure l’exécution ;
-Il peut déléguer sa signature aux agents placés sous son autorité dans les domaines qu’il administre et après accord du conseil d’administration. La délégation se fait formellement soit de façon temporaire soit de façon permanente.

-Il est assisté par un ou plusieurs cadres qui le suppléent en cas d’absence ou d’empêchement dans les domaines qu’il administre et après accord du conseil d’administration.

Le directeur général peut être révoqué à tout moment par le conseil d’administration pour justes motifs.

Le directeur général assiste avec voix consultative aux réunions de l’assemblée générale et du conseil d’administration.

TITRE V - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29: Règlement intérieur

Le conseil d’administration peut établir un règlement intérieur relatif au fonctionnement du GIP.
Article 30 : Prise de participations - associations dans d’autres structures
Les conditions dans lesquelles le GIP peut prendre des participations ou s’associer avec d’autres personnes sont déterminées par l’assemblée générale, statuant dans les conditions de majorité définies à l’article 25.

Article 31 : Transactions
La recherche d’une solution amiable pouvant conduire à la conclusion d’une transaction doit être envisagée dans tous les cas où elle permet d’éviter un contentieux inutile et coûteux, tant pour l’administration que pour les personnes intéressées.
En conséquence, les conditions dans lesquelles le GIP pourra conduire et acter une solution amiable de règlement d’un conflit autre qu’entre ses membres, seront déterminées au cas par cas par le conseil d’administration.

Article 32 : Modifications de la convention
La modification de la convention constitutive ne peut être prise que par l’assemblée générale du GIP, statuant dans les conditions de majorité définies à l’article 25 ;
Les modifications éventuelles de la présente convention, feront l’objet d’une procédure identique à celle de son approbation et seront publiées dans les conditions réglementaires en vigueur.

Article 33 : Dissolution
Le groupement d’intérêt public peut être dissous :
1° Par décision de l’assemblée générale dans les conditions de majorité fixées par l’article 25 de la présente convention;
2° Par décision de l’autorité administrative qui a approuvé la convention constitutive, notamment en cas d’extinction de l’objet.

Article 34 : Liquidation
La dissolution du groupement d’intérêt public entraîne sa liquidation. La personnalité morale du groupement survit pour les besoins de celle-ci. Elle subsiste jusqu’à la clôture de la liquidation.
L’assemblée générale dans des conditions de majorité définies à l’article 25 fixe les modalités de la liquidation et nomme à cette fin un ou plusieurs liquidateurs. Elle fixe les conditions de rémunération prises en charge par les comptes du GIP, leurs attributions et l’étendue de leurs pouvoirs.
Le (ou les liquidateurs) peut être révoqué dans les mêmes conditions.
Article 35 : Condition suspensive

La présente convention est conclue sous réserve de son approbation par l’autorité compétente.

La publicité de l’arrêté portant approbation de la convention constitutive du Groupement est réalisée par le Conseil départemental et conformément au décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d’intérêts publics.

Article 36 : Dispositions transitoires

Selon l’article 26 des statuts de l’association Anjou Tourisme, la dissolution de l’association entraîne la reprise par le GIP du boni de liquidation. Les personnels ainsi que les biens matériels et immatériels de l’association Anjou Tourisme sont intégralement transférés au GIP.

L’inventaire des biens, droits et obligations de l’association transférés au GIP est annexé (Annexe B) à la présente convention. Le GIP fera son affaire de la fiscalité du transfert.

Fait à Angers, le 18 novembre 2019

En 11 exemplaires originaux dont :
-1 pour rester au siège du groupement
-1 pour les formalités de publication
-et les autres (soit 9 exemplaires) pour être remis à chacun des membres fondateurs, à raison d’un exemplaire par membre.
<table>
<thead>
<tr>
<th>Signataire</th>
<th>Signature/Cachet</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Christian GILLET</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président du Conseil départemental de Maine-et-Loire</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Christophe BECHU</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président de la communauté urbaine Angers Loire métropole</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Didier HUCHON</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président de la Communauté d'agglomération Mauges Communauté</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Gilles BOURDOULEIX</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président de la Communauté d'agglomération du Choletais</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Représenté par Sylvain SENECAILLE</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Jean-Michel MARCHAND</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président de la Communauté d'agglomération Saumur de Loire</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Marc SCHMITTER</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président de la Communauté de communes Loire Layon Aubance</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Etienne GLEMOT</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président de la Communauté de communes Vallées du Haut Anjou</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Philippe CHALOPIN</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président de la Communauté de communes Baugeois Vallée</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Représenté par Jacky PASSET</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Vice-président de la Communauté de communes</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Gilles GRIMAUD</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président de la Communauté de communes Anjou Bleu Communauté</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Jean-Jacques GIRARD</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Président de la Communauté de communes Anjou Loir et Sarthe</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Représenté par Jacques BLONDET</td>
<td></td>
</tr>
<tr>
<td>Vice-président de la Communauté de communes</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>